



**l'Assurance
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Gard

Prestations de ramassage et transport des pièces et dossiers administratifs, de tri et d'affranchissement du courrier postal sortant des organismes CAF et CPAM du Gard
Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)

MARCHE SUR APPEL D'OFFRES OUVERT

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (CCAP)

Prestations de ramassage et transport des pièces et dossiers administratifs, de tri et d'affranchissement du courrier postal sortant des organismes CAF et CPAM du Gard

N° ATTRIBUE AU MARCHE : 2024-03

Pouvoir Adjudicateur
CAISSE PRIMAIRE D'ASSURANCE MALADIE DU GARD
14, rue du Cirque Romain,
30921 NIMES CEDEX 9

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHE

Le présent contrat a pour objet la mise en œuvre de trois prestations distinctes externalisées auprès d'un prestataire unique :

- Organisation de navettes destinées aux liaisons régulières entre les différents centres d'accueil et de paiement de la CPAM et de la CAF du Gard (Nîmes, Alès, Bagnols sur Cèze,) aux fins d'assurer le transport et la mise à disposition de pièces et dossiers administratifs nécessaires à leur activité et la prise en charge des boîtes archives entre Bagnols et Nîmes.
- Prestations d'affranchissement des courriers sortants de la CPAM du Gard, de l'ELSM du Gard et du Service Social rattaché auprès de la CARSAT, et de la CAF du GARD au moyen d'une machine à affranchir louée par l'organisme et mise à disposition du prestataire au sein des locaux de l'immeuble siège de la CPAM du Gard.
- Activités de tri et ventilation du courrier CPAM déposé en Boîtes aux Lettres Internes par les assurés sociaux et professionnels de santé (Nîmes, Alès, Bagnols et Beaucaire) ou issu des liaisons postales régulières (LRAR, NPAI, Inverso, Lettres suivies, Courriers Hors Dérivation, et tout courrier non traité par le dispositif PLEIADE, arrivant d'une façon ou d'une autre dans le flux du courrier non dématérialisé de la CPAM du GARD)

Code CPV Principal : 60000000.

Lieu d'exécution :

L'objet de ce marché mono attributaire concerne les organismes de CPAM et de la Caf du Gard. Le lieu d'exécution principal se situe au siège social la CPAM du GARD :

- Le siège : 14 rue du Cirque romain à Nîmes, 30000

Le présent contrat est avec obligation de moyens et de résultats.

Dans le présent document, la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard est désignée sous le terme « l'organisme », l'entreprise prestataire sous le terme « le titulaire ».

Les stipulations du cahier des clauses administratives particulières (CCAP) définissent les conditions particulières du marché dans lequel l'organisme confie au titulaire toutes les prestations.

Sans préjuger de la description des tâches détaillées dans les articles du CCAP et du CCTP, le titulaire est responsable, tous les jours, de ses obligations contractuelles.

ARTICLE 2. PARTIES CONTRACTANTES

Les parties contractantes sont :

- **d'une part :**

La Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard

14 rue du Cirque Romain, 30921 NIMES Cedex

désignée dans le présent CCAP par l'expression « le Pouvoir adjudicateur » ou « l'organisme » et représentée par son Directeur, Monsieur Alain CHELLOUL

Le comptable assignataire est la Directrice Comptable et Financière de la CPAM du Gard, Madame Catherine OLIVIER.

- **d'autre part :**

- le prestataire de service qui conclut le marché avec la CPAM du Gard, désigné dans le présent marché par l'expression « le Titulaire »

ARTICLE 3. DECOMPOSITION EN LOTS

Ce marché n'est pas alloti.

ARTICLE 4. DATE D'EFFET ET DUREE DU MARCHE

Le présent marché prendra effet à compter du 1^{er} juillet 2024.

Le marché sera conclu pour une période d'un an renouvelable 3 fois par reconduction expresse, 3 mois avant sa date anniversaire.

ARTICLE 5. PROCEDURE DE PASSATION - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Procédure de Passation :

La présente consultation est passée **sous la forme d'un marché sous appel d'offre ouvert** en application de l'Art N° L2124-2 du code de la commande publique créé par l'Ordonnance 2018-1074 du 26 novembre 2018 et à l'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation sur les marchés publics des Organismes de Sécurité sociale.

Documents contractuels :

5.1. Ordre des pièces

Les documents contractuels régissant les relations entre les parties et faisant partie intégrante du Contrat sont, dans l'ordre de présence suivant :

Pièces particulières

1. L'acte d'engagement complété et signé par le soumissionnaire, selon le modèle ci-joint.
2. Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP), dont seul l'exemplaire conservé dans les archives de la Caisse Primaire, fait foi.
3. L'offre technique et financière du soumissionnaire, pour chaque prestation
4. L'attestation de visite signée remise en mains propres une fois la visite effectuée (facultative mais vivement conseillée).

Pièces générales

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois de l'établissement des prix.

- 6 L'arrêté du 19 juillet 2018 portant réglementation des marchés des organismes de sécurité sociale.
- 7 Le code de la commande publique applicable le 1^{er} avril 2019.
- 8 Le Cahier des Clauses Administratives Générales Travaux (arrêté du 8 septembre 2009) fixant les dispositions administratives applicables aux marchés de travaux.
- 9 Décret n° 2013-269 du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.
- 10 Les normes françaises en cours ou toutes autres normes jugées équivalentes qui transposent les normes européennes.

En cas de contradiction ou de divergence entre ces documents, ceux-ci prévaudront selon l'ordre de priorité décroissant dans lequel ils sont énoncés ci-dessus.

5.2. Portée des pièces du marché

Le présent marché, constitué des documents contractuels définis à l'article précédent, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur toutes celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres et autres documents échangés par la CPAM du Gard et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Toutes les clauses formulées dans les conditions générales de vente du titulaire contraires aux dispositions du marché ne sont pas opposables à la CPAM du Gard.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché sans accord préalable et exprès de la CPAM du Gard.

ARTICLE 6. VARIANTES ET OPTIONS

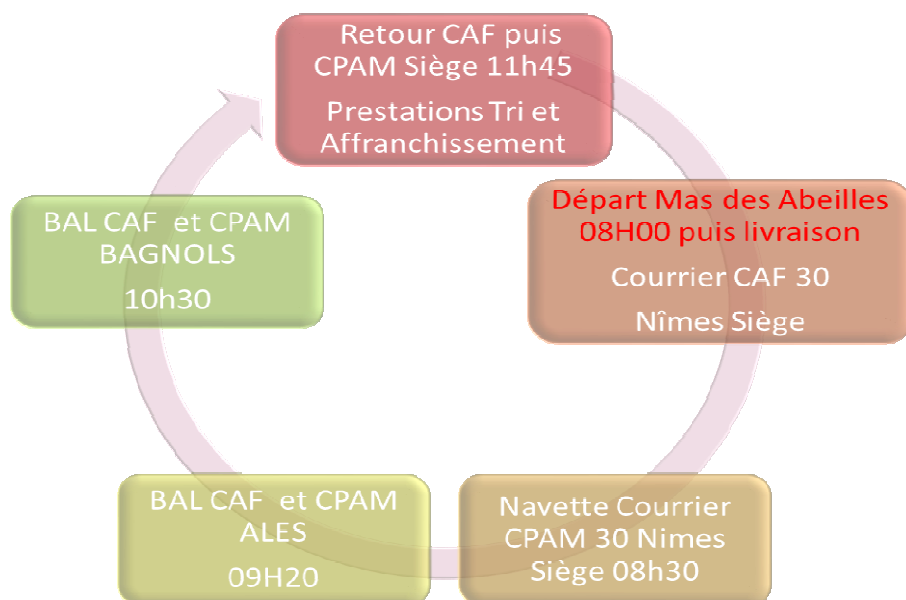
Les variantes et/ou option ne sont pas autorisées.

ARTICLE 7. PARTICIPATION A LA CONSULTATION – DEFINITION DES PRESTATIONS

La participation à la consultation et la signature de ce document valent acceptation sans restriction du présent cahier des charges.

7.1 – Prestations de navettes intersites :

7.1.1 - *Schéma de principe de fonctionnement (les horaires sont donnés à titre approchant)*



7.1.2. Fréquences des navettes

Les organismes CAF et CPAM du GARD s'entendent sur une fréquence tri hebdomadaire des liaisons inter sites (lundi matin, mercredi matin et vendredi matin de chaque semaine).

7.2 – Prestations d'affranchissement :

La CPAM du GARD dispose, au sein de ses locaux de Nîmes Siège (2° sous-sol) d'une machine à affranchir permettant de bénéficier de la tarification industrielle pour l'ensemble des plis éligibles.

Ces opérations d'affranchissement sont réalisées pour le compte de l'ensemble des services de la CPAM du GARD, pour l'Echelon Local du Service Médical du GARD, le Service Social de Nîmes rattaché à la CARSAT Languedoc Roussillon et ponctuellement pour les services de la CAF du GARD. Cette prestation est confiée intégralement au titulaire du présent contrat.

La baisse importante, constatée depuis plusieurs années, des plis à affranchir conduit la CPAM du GARD à ne plus faire assurer quotidiennement cette prestation mais à l'organiser sur une fréquence tri voire bi hebdomadaire.

Cette fréquence sera à déterminer au moment de la mise en place du nouveau marché et pourra évoluer durant toute sa période d'exécution (en + ou en -).

A titre indicatif, la volumétrie des plis affranchis est de 6 000 courriers / mois

7.3 – Prestations de tri de courrier entrant de la CPAM du Gard (BAL internes et liaisons postales) :

La CPAM du GARD dispose, tout comme la CAF du GARD, de boîtes aux lettres internes permettant aux assurés et allocataires de déposer leurs courriers ou dossiers d'instruction sans avoir nécessité de les affranchir.

« Ce service » est rendu sur les 3 centres principaux de la CPAM : Nîmes Siège, Alès, Beaucaire et Bagnols sur Cèze.

La récupération des plis déposés dans les boîtes aux lettres des centres extérieurs (Alès et Bagnols sur Cèze) est intégrée dans la prestation de navettes tri hebdomadaires.

Par ailleurs, des courriers non pris en charge par le dispositif PLEIADE continuent d'être acheminés sur le siège de la CPAM à Nîmes, par liaisons postales régulières (LRAR, NPAI, Inverso, Lettres suivies, Courriers Hors Dérivation, et tout courrier non traité par le dispositif PLEIADE).

Les prestations attendues de tri et ventilation du courrier, déposé en boîte aux lettres interne ou issu des liaisons postales régulières, ne concernent que celui de la CPAM du GARD.

Le volume est estimé à 1 830 plis/jour et sera à traiter chaque jour ouvré, par le prestataire, sur le site du siège de la CPAM, dans les locaux dédiés accueillant aujourd'hui la machine à affranchir. Les plis devront être traités par le préposé dans un délai ne dépassant pas :

- o Pour Nîmes, traitement à jour J
- o Pour Alès, Beaucaire et Bagnols, le lendemain midi suivant le jour de recueil du contenu des BAL

Les consignes de tri et ventilation de ces pièces courrier seront communiquées et présentées par la manager, responsable du service courrier de l'organisme. Cette dernière s'assurera in extenso de la qualité des prestations exécutées par le titulaire du marché.

ARTICLE 8. DROITS ET OBLIGATIONS DU TITULAIRE

8.1 Le titulaire exerce son activité en toute indépendance

8.2 L'encadrement du personnel du titulaire affecté à l'exécution de la prestation incombe au titulaire auquel il reste subordonné et auprès duquel il reçoit ses instructions

8.3 Le titulaire est responsable de la rémunération du personnel qu'il affecte ainsi que du paiement des charges sociales y afférent.

8.4 Le titulaire et/ou son personnel s'oblige(nt) à la plus stricte neutralité et s'interdit(sent) toute appréciation sur la gestion, l'organisation, le travail et le personnel de l'organisme et/ou du groupe auquel ce dernier appartient, dès lors que ces appréciations ne contribuent pas à la bonne exécution de la prestation.

8.5 Le titulaire se conformera aux règles de sécurité mises en place par l'organisme qui, pour l'application de ces règles, informera le responsable du titulaire désigné par ce dernier, ci-après le « Responsable du titulaire », des consignes à respecter et des dispositifs à utiliser. Dans ce cadre, l'organisme transmettra au titulaire une copie de son règlement intérieur.

8.6 Le titulaire et l'organisme se conformeront aux dispositions des articles R 237-1 et suivants du code du travail fixant les prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure et imposant, notamment, l'établissement d'un plan de prévention.

Le titulaire s'engage par ailleurs :

- À une obligation de résultats et de conseils vis-à-vis de la CPAM du Gard.
- Aux respects des horaires et jours définis d'un commun accord qui devront être respectés sauf modification expresse de la Direction de la CPAM du Gard en cas de force majeure.
- À garantir les résultats fixés au CCTP du présent marché et à mettre en œuvre, de sa propre autorité et sous sa seule responsabilité, tous les moyens compatibles avec l'activité de la CPAM du Gard et celles des occupants du bâtiment.

Le respect de ces moyens ne peut suffire au Titulaire pour se dégager de sa responsabilité qui reste pleine et entière.

En conséquence, tous les moyens et modalités cités ne sont pas limitatifs : le Titulaire met en œuvre tous les moyens humains et techniques qu'il juge utile pour l'accomplissement de ses missions.

En outre, l'avis ou l'acceptation de la CPAM du Gard sur une décision concernant l'organisation ainsi que les informations ou documents fournis par lui ne peuvent dégager pour autant la responsabilité du Titulaire.

- A apporter toutes solutions aux défaillances constatées dans les meilleurs délais.
- À prendre en charge le coût de toutes interventions d'un tiers consécutives à un usage anormal ou au non-respect des consignes d'utilisation des équipements mis à sa disposition.
- À mettre à disposition de la CPAM du Gard les renforts ou la main d'œuvre qualifiée nécessaire en astreinte pour assurer la sécurité des personnes et des biens ou toute autre exigence de sécurité.

La non-observation de l'une de ces règles peut entraîner l'annulation de l'engagement conclu avec la CPAM du Gard sans que celle-ci soit tenue à un délai de préavis.

ARTICLE 9. OBLIGATIONS DE L'ORGANISME

L'organisme mettra à disposition du titulaire toute la documentation en sa possession (DOE, DUEM...).

L'organisme remet au titulaire les clés, badges nécessaires à l'accomplissement du contrat.

L'organisme s'interdit toute intervention sur les installations sans en informer le titulaire.

L'organisme informera immédiatement le titulaire des observations ou prescriptions formulées par les organismes reconnus compétents (bureaux de contrôle, experts, administrations...) et plus généralement des événements, faits, constats, décisions ou autres, pouvant avoir une incidence sur l'exécution du présent contrat.

L'organisme s'engage par ailleurs :

- À respecter le caractère confidentiel des méthodes et procédés employés par le Titulaire que celui-ci aurait désignés comme tels dans le cadre de l'exécution du marché,
- À faire respecter par son personnel la même obligation de confidentialité.
- À permettre au responsable technique du Titulaire, le libre accès aux locaux ;
- À accompagner le prestataire au cours de sa 1^{ère} visite, par une personne connaissant parfaitement les locaux.

ARTICLE 10. SUIVI D'EXECUTION

Les parties organiseront des réunions mensuelles, ci-après dénommées « point(s) fixe(s) », afin d'informer le client de la bonne exécution du contrat. Le point fixe permettra notamment aux parties de régler toute difficulté pouvant survenir et d'assurer le dimensionnement des moyens, notamment techniques, affectés par le prestataire en fonction des besoins exprimés par le Client.

ARTICLE 11. MODALITE DE DETERMINATION DU PRIX

11.1 Conditions économiques d'établissement des prix

En contrepartie de l'exécution de la prestation, le titulaire percevra une rémunération forfaitaire mensuelle dont le montant figure à l'Acte d'Engagement qui s'y rapporte.

11.2 Contenu du prix

Les prix sont réputés intégrer toutes les charges fiscales, parafiscales, sociales et autres frappant obligatoirement la prestation.

Ils sont donc établis en euros **TOUTES TAXES COMPRISES**. Ils sont réputés ferme et ne pourront souffrir d'aucune augmentation jusqu'au parfait achèvement du marché.

Les prix indiqués dans l'acte d'engagement comprennent toutes les dépenses de main-d'œuvre, fournitures et transports nécessaires, tous les frais généraux, bénéfices, frais de charges sociales ou fiscales et taxes diverses ainsi que les risques d'accident personnels ou aux tiers, pouvant survenir lors de l'exécution des prestations de sorte qu'aucun supplément de quelque nature que ce soit ne puisse s'y ajouter.

Dès la consultation du dossier et avant la remise de l'acte d'engagement, le Titulaire prendra soin de signaler par écrit à l'organisme toute anomalie ou insuffisance qui lui apparaîtrait dans l'exécution prévue.

En aucun cas, le Titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions des documents du marché pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnité.

Le taux et le montant de la T.V.A. sont indiqués par chacun des candidats à l'attribution du marché, et sous leur responsabilité, sur l'acte d'engagement.

Si le taux ou l'assiette des taxes perçues varie entre la date d'établissement des prix et l'époque du fait générateur de la taxe, le prix de règlement tient compte de cette variation.

Les prix sont **révisés à la date anniversaire** du marché chaque année sur la base de la formule suivante :

$$P_n = P_o [0,15 + 0,85 (ICHTTS2_n / ICHTTS2_o)]$$

P_o = Prix de base du règlement des prestations figurant au contrat initial

P_n = Nouveau prix de règlement des prestations pour la nouvelle période considérée

ICHTTS2 o = indice du coût horaire du travail, tous salariés confondus, dans les services aux entreprises au mois de la prise d'effet du contrat initial (3617 Le Moniteur ou www.lemoniteur-expert.com).

ICHTTS2 n = indice du coût horaire du travail, tous salariés confondus, dans les services aux entreprises au mois de la prise d'effet de la révision

Le calcul et la notification de l'actualisation incombent à l'entreprise prestataire. Ces derniers doivent intervenir dans le mois qui suit la publication des indices concernant la date anniversaire du contrat dans le cas de reconduction de celui-ci.

Les coefficients de révision sont calculés à trois décimales et arrondis au centième le plus voisin.

ARTICLE 12. MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Le mode de règlement choisi par la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du GARD est le virement.

Le paiement des prestations est effectué selon les règles de la comptabilité de l'organisme au compte ouvert du Titulaire comme indiqué à l'acte d'engagement du présent marché. L'organisme mandatera les sommes dues en exécution du présent marché dans un délai de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facturation conforme.

Les acomptes sont versés à terme échu au titulaire dans les conditions du CCAG FCS. Ces acomptes sont mensuels, le montant à facturer est le douzième du forfait annuel. Seront déduites, le cas échéant, les réfections et pénalités ;

Enfin, le paiement sera réalisé par virement sur présentation d'une facture globale par organisme détaillant les prestations réalisées. Elle sera libellée à l'adresse suivante :

CPAM DU GARD
Département Ressources
14 rue du Cirque Romain
30921 Nîmes Cedex 9

Mais devront être impérativement adressées par voie dématérialisées via le portail CHORUS PRO.

Dans ce cadre, les informations nécessaires sont les suivantes :

Siret de la CPAM du Gard : 775 579 659 000 19

N° d'engagement juridique : numéro de marché (information obligatoire)

Code service : information facultative

12.1 Aucun frais relatif à la facturation ne sera accepté par le Pouvoir adjudicateur

Toutes les factures seront payées par virement à un seul et même numéro de RIB dans le délai global de paiement fixé à 30 jours maximum, à compter de la date de réception de la facture, à condition, bien entendu, que la facture ne soit pas contestée par le responsable du marché.

En cas de dépassement du délai de paiement, il sera fait « application du taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points ».

12. 2 Le candidat joindra à son offre un relevé d'identité bancaire ou postal.

Le délai de paiement peut être suspendu par le Pouvoir Adjudicateur pour des raisons imputables au Titulaire. Cette décision est communiquée au Titulaire par tout moyen donnant date certaine à la réception de cette décision de suspension.

Le délai global de paiement est alors suspendu jusqu'à la remise, par le Titulaire du marché, de la totalité des justificatifs qui lui ont été réclamés.

A compter de la réception de ces justificatifs, un nouveau délai global de paiement est ouvert ; il est de 30 jours.

12. 3 Avance

Aucune avance ne sera accordée.

12. 4 Nantissement

En vue du régime de nantissement, est désigné comme comptable assignataire la Directrice Comptable et Financière de la CPAM du Gard, Madame Catherine OLIVIER.

La personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article R.2191-59 du code de la commande publique, auquel renvoie l'article R.2391-28 du même code (nantissements ou cessions de créances) est le Directeur de la CPAM du Gard, Mr Alain CHELLOUL.

ARTICLE 13. REFACTION ET PENALITES DE RETARD

13.1 Réfactions

Seules les prestations effectivement réalisées et exécutées conformément au cahier des charges donnent droit à paiement.

Par application du CCAG Fournitures courantes et Services issu de l'arrêté du 30 Mars 2021, le pouvoir adjudicateur se réservera le droit d'appliquer le principe de la réfaction qui consiste en la réduction du montant des sommes à verser au titulaire, proportionnelle aux imperfections constatées, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions du marché mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur s'appuiera sur des courriels adressés au personnel et responsable précisément désigné par le Titulaire du présent marché précisant lesdites imperfections constatées.

13.2 Pénalités

13.2.1 Pénalités pour non-exécution partielle des prestations confiées

A la fin de chaque trimestre, il sera procédé à la détermination du nombre de jours d'indisponibilité du préposé aux prestations précédemment décrites. Il est prévu des pénalités par jour d'indisponibilité sans mise en demeure préalable dans le cas où le titulaire n'assurerait pas, ou que partiellement dans la journée, l'ensemble des tâches qui lui sont dévolues.

- Indisponibilité totale de l'agent préposé aux prestations : 500 € par journée d'absence constatée
- Indisponibilité partielle de l'agent préposé aux prestations : 500€ x nombre d'heures non travaillées

L'indisponibilité est le temps qui s'écoule entre l'heure de prise de poste théorique (08H00) et l'heure effective de démarrage de la prestation ou le temps qui s'écoule entre l'heure effective d'arrêt de la mission et celle théorique de fin de poste (15h00)

13.2.2 Pénalités pour non obtention de résultats

Le Titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées suivant les dispositions suivantes :

- *Pour défaut de qualité sur les prestations (erreurs de ventilation >3% du volume global de plis triés) ou non constatation de stock « 0 » à J+1 pour les plis extraits des BAL internes* : la pénalité est de **100 euros** par jour de constat. Ce dernier se fera contradictoirement par le représentant du Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Gard et le Titulaire.

13.2.3 Pénalités pour travail dissimulé

Après mise en demeure préalable, si le Titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues aux articles L8221-3 à L8221-5 du Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur pourra appliquer une pénalité correspondant à 10% du montant TTC du marché ou résilier le marché sans indemnité aux frais et risques du Titulaire du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

ARTICLE 14. MISE EN DEMEURE ET RESILIATION DU MARCHÉ

14.1 Mise en demeure

Dans le cas de prestations non conformes ou insuffisantes, le Pouvoir Adjudicateur peut, par lettre recommandée avec accusé de réception (AR), mettre le Titulaire en demeure de remédier aux non-conformités constatées dans un délai de **48 heures** (quarante-huit heures) à compter de la lettre de mise en demeure.

Si à l'expiration de ce délai, le Titulaire ne peut assurer la prestation prévue, le Pouvoir adjudicateur peut pourvoir aux frais et risques du Titulaire.

Les pénalités évoquées ci-dessus continuent de s'appliquer pendant la période où le pouvoir adjudicateur assure cette prestation à la place du Titulaire.

Si la carence du Titulaire se prolongeait durant plus **d'un mois**, le Pouvoir adjudicateur pourra de plein droit, **huit jours** après l'envoi d'une nouvelle lettre recommandée de mise en demeure, exiger la résiliation pure et simple du marché.

Les pénalités ou droits de résiliation ne sont pas applicables, en cas de force majeure, en cas de dommages dus à l'intervention d'un tiers que le Titulaire n'a pu naturellement empêcher ou durant les délais normaux de réparation des installations définies d'un commun accord avec le client.

14.2 Résiliation du marché

Le présent marché pourra être résilié pour tout manquement à une des clauses du présent cahier des clauses dans les formes et conditions prévues au chapitre VII - articles 38 à 45 - du CCAG applicable aux marchés de fournitures courantes et services.

Toutefois, ces mesures d'exception feront auparavant l'objet d'un avertissement de la part du Pouvoir adjudicateur.

14.3 Résiliation pour non-réalisation totale ou partielle de prestations

Chaque fois que le pouvoir adjudicateur constatera une inexécution totale ou partielle de l'une quelconque de ses prestations par le Titulaire, elle procédera à la constatation et les prestations concernées ne seront pas payées. De plus, si après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception, le Titulaire n'exécute pas l'une quelconque des dispositions d'exécution du marché, le Pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le présent marché, sans préavis ni indemnité.

ARTICLE 15. HYGIENE- SECURITE - RESPONSABILITE

15.1. Règles de sécurité et protection des travailleurs

Lorsque les prestations sont à exécuter dans un lieu où des mesures de sécurité s'appliquent, le Titulaire doit observer les dispositions particulières que le donneur d'ordre lui a communiquées.

En cas de violation de ses obligations, le présent marché serait résilié selon les dispositions du chapitre 6 du CCAG FCS.

15.2 Protection des travailleurs, biens et locaux

Le Titulaire doit, à ses frais, soumettre son personnel aux examens médicaux prévus par la législation en vigueur.

Le Titulaire doit veiller à appliquer et à respecter la réglementation en vigueur (code du travail) en particulier dans le domaine de la sécurité des personnes (travail en hauteur, travail avec machines, risques de chute, risques électriques, etc.).

A l'exception des équipements concernés par les travaux, il est interdit au personnel du Titulaire de manipuler, pour quelque raison que ce soit, les appareils et matériels se trouvant dans les locaux.

Le Titulaire s'engage aussi à faire respecter par son personnel le règlement intérieur du site. Son non-respect implique sa responsabilité. À cet effet, le Titulaire informe son personnel de prendre connaissance des « consignes particulières du site ».

Le Titulaire s'engage à porter à la connaissance de son personnel et à faire appliquer le livret de de sécurité de l'information qui lui sera remis ainsi que la clause de confidentialité décrite au présente CCAP à l'**article 19**.

15.3 Plan de prévention

Conformément aux articles R. 237-1 ; R. 237.7 ; R.4511-1 et suivants du code du travail, un **plan de prévention** sera établi communément par le Titulaire et la CPAM du Gard lors de la prise d'effet du marché.

Une visite commune des locaux sera effectuée préalablement à la réalisation de la prestation afin de :

- Définir les risques liés à la co-activité du Titulaire et de la CPAM du Gard ;
- Définir les mesures de prévention à mettre en œuvre par le Titulaire et la CPAM du Gard

Il indiquera de façon précise les mesures de prévention des risques prises lors des différentes prestations réalisées :

- 1) l'identification précise du Titulaire et le cas échéant du sous-traitant ;
- 2) la liste exhaustive des risques liés aux activités et des zones à risques ;
- 3) les moyens et mesures de prévention prévus pour chacune d'entre elles sur le plan :
 - . des équipements de sécurité individuels et collectifs ;
 - . des matériels et produits utilisés ;
 - . des modes opératoires ;
- 4) les éléments relatifs à l'organisation des secours ;
- 5) les instructions, consignes, informations et formations précises à donner aux salariés ;
- 6) la liste des installations mises à la disposition du Titulaire (locaux, vestiaires, sanitaires, etc.).

L'élaboration de ce plan de prévention est prévue dans le présent marché et ne fera pas l'objet de facturation complémentaire.

15.4 Comportement du personnel

Le personnel du Titulaire devra faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers.

15.5 Déclaration du titulaire

Le titulaire s'engage à respecter toutes les dispositions du Code de Travail et notamment à communiquer à l'organisme, à sa demande, en application de l'article R 324-4 du Code de travail :

- une attestation de fourniture de déclarations sociales émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations sociales et datant de moins de 6 mois,
- une attestation sur l'honneur du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires,

- un extrait d'inscription au registre du commerce et des sociétés (extrait KBIS) ;
- une attestation sur l'honneur de la réalisation de la prestation par des salariés employés régulièrement au regard des articles L.320, L. 143-3 et R. 143-2 du Code du travail.

En cas de non-production de ces pièces, après mise en demeure restée infructueuse, le marché pourra être résilié aux torts du Titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques, lorsqu'il a contrevenu à l'article D.8222-5 du code du travail. Le Titulaire dispose de 10 jours à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

15.6 Déclaration du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur déclare et garantit que l'ensemble des installations, matériels et consommables qui, le cas échéant, sont ou seront mis à la disposition du titulaire, sont conformes aux normes en vigueur au jour de la mise à disposition. Dans le cas où lesdites normes évolueraient en cours de contrat, la mise aux normes éventuellement nécessaire relèvera de la responsabilité du pouvoir adjudicateur. En cas de manquement et en vue de cette mise aux normes, le titulaire facturera à l'organisme les frais ainsi engendrés.

15.7 Discipline

Le titulaire s'engage à faire respecter auprès de son personnel le règlement intérieur et de sécurité propre aux différents sites. Il sera notamment interdit au personnel du titulaire :

- d'utiliser le téléphone sans autorisation de l'organisme ou de son représentant,
- de prendre des repas à l'intérieur des locaux
- d'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux, aussi bien que d'y pénétrer en état d'ivresse,
- de provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,
- de tenir des réunions dans l'enceinte des locaux,
- de manquer de respect aux usagers,
- de se faire aider, dans l'exécution de son travail, par une personne étrangère à l'entreprise,
- de pénétrer sur le site sans badge,
- de distribuer des brochures, tracts ou journaux,
- de travailler sans la tenue déterminée par le titulaire et validée par le pouvoir adjudicateur,
- de prendre ou d'utiliser du matériel ou des produits appartenant au pouvoir adjudicateur.

15.8 Encadrement et Personnel sur site

15.8.1 Responsable

Le marché est placé sous la conduite d'un responsable qui est l'interlocuteur direct auprès de l'organisme.

Il est présent sur le site sur convocation du pouvoir adjudicateur et a un pouvoir de décision suffisant pour engager la responsabilité du titulaire.

Il participe aux réunions de suivi avec le représentant de l'organisme.

15.8.2 Personnel sur site

Le titulaire remet à l'organisme la liste nominative du personnel d'intervention et de remplacement pour agrément 15 jours au moins avant la date de la première intervention. Cette liste sera tenue à jour tout au long de l'exécution du marché au plus tard le 1er jour ouvré suivant le fait générateur du changement.

Le titulaire est responsable de la qualification et du choix de sa main-d'œuvre. La qualification de tout le personnel intervenant sur le site doit pouvoir être vérifiée par l'organisme.

Le personnel d'intervention du titulaire est soumis :

- Aux dispositions générales prévues par la législation du travail.
- Aux règles qui sont appliquées au personnel extérieur intervenant sur les sites.

L'organisme se réserve le droit à tout moment et sans avoir à s'en justifier de demander le remplacement de tout membre du personnel du titulaire ou même de lui refuser l'accès des lieux en tout ou partie.

Conformément au présent CCAP, le projet d'organisation, précisant les effectifs, les qualifications, le rôle de chaque employé, remis par le titulaire avec son offre sont annexés à l'acte d'engagement et sont de ce fait contractuels. Ces éléments constituent les moyens minimaux à mettre en œuvre. Toute modification en cours de marché devra être acceptée par les 2 parties ; elle ne doit pas modifier de manière substantielle le présent marché.

Le titulaire mettra en place un plan de formation spécifique pour l'ensemble du personnel nouvellement affecté sur le site.

Le titulaire fournira la preuve de la formation de son personnel au moyen des certificats obtenus auprès d'un organisme reconnu. Les certificats seront remis dans un délai de 15 jours à compter de la formation initiale.

L'ensemble du personnel de remplacement devra obligatoirement recevoir une formation de base.

Le titulaire doit obligatoirement soumettre à une visite médicale d'embauche tout nouvel agent, avant sa prise de fonction, ou au plus tard avant la fin de la période d'essai.

Il soumet, par ailleurs, son personnel aux examens médicaux périodiques prévus par la législation en vigueur.

Les dates de ces examens, l'identité des agents et la conclusion du médecin du travail sur leur aptitude physique sont consignées par le titulaire sur un registre spécial.

15.9 Responsabilités

Le titulaire s'engage auprès de l'organisme à ce que la prestation soit fournie avec toute la diligence et les soins nécessaires, de façon professionnelle et dans les délais convenus entre le titulaire et l'organisme, qu'elle soit conforme aux normes généralement suivies pour des services similaires.

La responsabilité du titulaire pourra être engagée, dans les conditions prévues à l'article 11 – « Réfaction et pénalités de retard », en cas de non-respect des délais, sauf événement extérieur au titulaire ou cas de force majeure tel que défini à l'article 15 – « Force Majeure » ci-dessous et sous réserve que le titulaire ait reçu de l'organisme, dans les délais convenus, tous documents, informations et matériels visés en annexe technique et nécessaires à l'exécution de la prestation.

Pour le traitement du courrier à l'arrivée ou le traitement du courrier en interne, le titulaire sera tenu de respecter les délais de traitement à compter de la réception effective du courrier à traiter et il sera considéré comme ayant exécuté son obligation dès la mise à disposition du courrier à son destinataire (ci-après le « Destinataire Final »).

Pour le traitement du courrier au départ, le titulaire sera considéré comme libéré de son obligation lors du dépôt des documents ou marchandises à LA POSTE, ou à tout autre transporteur de courrier, ci-après le « transporteur », en fonction des demandes de l'organisme.

ARTICLE 16. FORCE MAJEURE

16.1 Les parties ne pourront voir leur responsabilité engagée pour manquement à leurs obligations respectives dès lors que ce manquement résulterait d'un cas de force majeure, défini comme toute circonstance étrangère, échappant à leur pouvoir respectif et qui aurait pour effet de paralyser, de retarder ou de gêner la bonne exécution de leurs obligations, telles que : fait du prince, guerre civile ou étrangère, conflit social externe, incendie ou blocus ; Les parties s'informeront immédiatement par tout moyen à leur convenance de tout événement rentrant dans le cadre du présent article et notamment de sa durée et ses conséquences prévisibles et feront leurs meilleurs efforts pour en limiter les conséquences.

16.2 L'exécution des obligations incombant à chacune des parties aux termes du présent contrat sera suspendue par la survenance de l'un des événements visés à l'alinéa 15.1 ci-dessus. Les parties se rapprocheront alors dans un délai de 24 heures à compter de la survenance dudit événement afin de convenir des moyens permettant au contrat de reprendre son cours normal.

Cette ou ces solutions devront être mises en œuvre au plus tard, 48 heures après l'accord des parties sur la ou les solutions de remplacement ou la cessation de l'évènement de force majeure tel que définie à l'alinéa 15.1 ci-dessus.

Tous les frais liés à la mise en œuvre de la ou des solutions incomberont à la partie affectée par l'évènement. Cette obligation ci-dessus ne préjudicie en rien du fait qu'elle reste exonérée de toute responsabilité à l'égard de son cocontractant.

16.3 Pour le cas où la (les) circonstance(s) constitutive(s) d'un cas de force majeure perdurerait (perdureraient) plus de deux mois à compter du jour de la notification ,et si les parties ne parvenaient pas à s'entendre sur la solution de remplacement, le contrat pourra être résilié de plein droit par l'une ou l'autre des parties sans que cette résiliation ne donne lieu à dommages – intérêts, sans préjudice de tous dommages intérêts qui pourraient être dus à l'une ou l'autre des parties pour des faits antérieurs à la survenance du cas de force majeure.

ARTICLE 17. TENUE VESTIMENTAIRES : VETEMENTS DE TRAVAIL

Le titulaire dote le personnel d'exécution d'un vêtement de travail et de toute protection (EPI) qui s'avèrerait nécessaire.

En outre, tout le personnel du titulaire intervenant sur les sites, y compris le personnel d'encadrement, doit porter en permanence un insigne spécifique de leur entreprise.

Aucun agent ne sera admis, s'il n'est pas revêtu de son vêtement de travail, s'il est démuné de son insigne ou s'il présente une tenue négligée.

ARTICLE 18. PROTECTION DE LA MAIN D'OEUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail en France. En cours d'exécution du marché le titulaire doit être en mesure de justifier, sur simple demande du pouvoir adjudicateur qu'il respecte les dispositions des 8 conventions fondamentales de l'OIT ratifiées par la France.

ARTICLE 19. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE

Sans préjudice de l'application du CCAG FCS en vigueur et dans le cadre des dispositions prises par le pouvoir adjudicateur, le titulaire se soumet à toutes les obligations résultant pour lui de leur application ainsi qu'à celles découlant des textes législatifs et réglementaires à la protection du secret.

Le titulaire qui, à l'occasion de la livraison, de la fourniture ou de l'exécution du présent marché a reçu communication à titre secret ou confidentiel des renseignements, documents techniques, méthodes, procédés ou objets quelconques appartenant au pouvoir adjudicateur ou aux occupants du site, est tenue de maintenir secrète ou confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent sans autorisation expresse de l'émetteur ou du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes.

En cas de non-respect de cette obligation, les contrevenants s'exposent aux poursuites pénales prévues par la législation en vigueur, sans préjudice des actions civiles en dommages et intérêts auxquels l'organisme ou la personne affectée peut prétendre.

En outre, le non-respect de cette clause conduit à la résiliation immédiate de plein droit et sans indemnité du présent marché.

Le titulaire doit s'assurer que les entreprises sous-traitantes placées sous sa responsabilité respectent cette clause.

Tout document pris en compte par le titulaire dans le cadre du marché ou qui viendrait à sa connaissance hors de ce cadre est strictement confidentiel.

Propriété de l'information confidentielle

Toute information confidentielle sous forme tangible qui a été communiquée et copiée dans le cadre des présentes est et restera la propriété de l'organisme.

Toute information confidentielle ainsi que toute copie et reproduction licite de celle-ci devront dans les 30 jours de la demande écrite de l'organisme être restituées sans délai à l'organisme ou détruites, à la discrétion de l'organisme.

Dans le cas d'une telle demande, le titulaire devra fournir à l'organisme un certificat écrit de respect du présent article dans les 30 jours. Tous les documents écrits, y compris les rapports et les comptes rendus, rédigés par le titulaire seront la propriété de l'organisme à l'issue de la prestation.

Le titulaire s'engage à continuer de respecter son engagement de confidentialité dans les conditions du présent accord, même après qu'il ait restitué les informations confidentielles.

Il est expressément convenu que le titulaire ne pourra prétendre à l'exploitation de toute invention, savoir-faire, découvertes ou perfectionnement ou donnée, réalisés, conçus, acquis ou possédés par l'organisme ou toute société affiliée, et dont elle aurait pu avoir connaissance directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution de la prestation.

La communication d'informations confidentielles dans le cadre des présentes ne saurait être interprétée comme accordant une quelconque licence d'exploitation, licence d'utilisation, brevets, marques, modèles ou un quelconque droit de propriété de l'information confidentielle ou d'utilisation de celle-ci, une quelconque garantie, assurance ou déclaration par la partie communicante relative à son exhaustivité ou la violation de marques et droits des tiers.

ARTICLE 20. ASSURANCES

Chaque partie garantie à l'autre qu'elle a souscrit les polices d'assurance nécessaires à la couverture de sa responsabilité civile au titre du présent contrat, lui permettant d'indemniser tout préjudice causé pouvant intervenir au cours de l'exécution du contrat.

Les parties déclarent en outre être titulaire d'une police d'assurance destinée à couvrir les dommages pouvant être causés à leurs biens propres, notamment leurs matériels, documents et marchandises.

Chacune des parties fournira à l'autre, à première demande, un document attestant de la souscription d'une police d'assurance couvrant les risques susmentionnés.

Le Titulaire est responsable des dommages causés directement ou indirectement à l'occasion de l'exécution du marché :

- à son personnel, au personnel de la CPAM du Gard ou à des tiers ;
- à ses biens, aux biens appartenant à la CPAM du Gard ou à des tiers.

Le Titulaire doit justifier qu'il dispose d'un contrat d'assurance en cours de validité susceptible de garantir intégralement les conséquences pécuniaires de la responsabilité générale et/ou professionnelle qu'il peut encourir à titre contractuel, délictuel ou quasi délictuel, en cas de dommages corporels, matériels et/ou immatériels causés à l'occasion de l'exécution de la prestation.

Il produira une attestation d'assurance datée de moins de **3 mois**, dans les 8 jours suivant la notification du présent marché. Toute modification dans ces polices d'assurances fera l'objet d'une information au Pouvoir Adjudicateur dans un délai d'**un mois** à compter de la date de modification.

ARTICLE 21. TRANSMISSION DU CONTRAT - SOUS-TRAITANCE

Le présent contrat est conclu *intuitu personae* et ne pourra en conséquence bénéficier à un tiers quelconque sauf accord exprès.

ARTICLE 22. REGLEMENTS DES LITIGES- ATTRIBUTION DE JURIDICTION

22.1 Règlement à l'amiable

En cas de litige portant sur la nature des prestations, l'interprétation ou l'exécution du présent marché, les parties contractantes s'engagent à privilégier le règlement amiable. A cet effet, le Titulaire du marché s'engage à contacter la Direction de l'organisme, dont les coordonnées seront transmises au moment de la notification du présent marché.

En cas de reconnaissance contradictoire du dommage, le Titulaire s'engage à remédier, dans les plus brefs délais au règlement des désordres constatés.

22.2 Juridiction compétente

Dans l'hypothèse où le règlement à l'amiable ne pourrait donner lieu au règlement du litige, il sera fait application des dispositions prévues dans les textes législatifs et réglementaires en vigueur, relatifs aux marchés passés par les organismes de Sécurité Sociale du Régime Général.

Aussi pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent marché qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage tel qu'il est prévu par le livre IV du nouveau code de procédure civile, attribution de compétence est faite au Tribunal Judiciaire de Marseille (Sis 6, rue Joseph Autran – 13281 MARSEILLE Cedex 06 – Tel : 04.91.15.50.50), étant entendu que le droit français est seul applicable et les tribunaux français les seuls compétents.